

AP n° 2020-MD-81-IC

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL de MISE EN DEMEURE
pris à l'encontre de la société MACHAON
afin de régulariser la situation de son exploitation de recyclage de polymère
située sur le territoire de la commune de Châlons-en-Champagne**

**Le préfet de la Marne,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu

- le Code de l'environnement ;
- l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter de la société Machaon n° 2020-A-27-IC en date du 7 février 2020 ;
- le rapport de l'inspection des installations classées en date du 6 août 2020 ;

Considérant

- que le personnel de l'entreprise n'est pas formé au risque incendie et à la manipulation du matériel d'extinction ;
- qu'aucun exercice incendie n'a été réalisé par l'exploitant depuis le début de l'exploitation des installations ;

Sur proposition de Mme la Directrice départementale des territoires de la Marne

ARRETE

Article 1er

La société Machaon, dont le siège social est situé Avenue du 106^e RI à Châlons-en-Champagne, est mise en demeure de respecter les dispositions relatives à la formation du personnel à la manipulation du matériel d'extinction prévues à l'article 7.2.3.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 7 février 2020, sous deux mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2

La société Machaon est mise en demeure de respecter les dispositions relatives à la réalisation d'un exercice incendie prévues à l'article 7.2.3.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 7 février 2020 et d'en transmettre les justificatifs de réalisation pour le 31 décembre 2020 au plus tard.

Article 3 Sanctions

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L 171-8 du Code de l'Environnement.

Article 4 - Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 – Exécution et diffusion

Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Marne, monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, madame la directrice départementale des territoires de la Marne ainsi que l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée à la délégation territoriale de l'agence régionale de santé, à la direction départementale des services d'incendie et de secours, à la direction de l'Agence de l'Eau, ainsi qu'au maire de la commune de Châlons-en-Champagne qui en donnera communication à son conseil municipal.

Une copie de l'arrêté sera conservée en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs, pourra en obtenir une copie sur demande adressée à la direction départementale des territoires.

Notification en sera faite sous pli recommandé à la société MACHAON avenue du 106^e Régiment d'Infanterie 51000 Châlons-en-Champagne.

Châlons-en-Champagne, le **09 SEP. 2020**

**Pour le Préfet, et par délégation
Le Secrétaire Général**



Denis GAUDIN

Voeux de recours :

La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne - 25, rue du Lycée - 51036 Châlons-en-Champagne Cedex, par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ; soit par courrier, soit par le biais du site téléprocédures www.telerecours.fr